

Eni en *Côte d'Ivoire*

2023

Rapport Local
Développement
Durable





Notre mission

Nous sommes une société énergétique.

- 13 15** Nous soutenons concrètement une transition énergétique socialement équitable, dans le but de préserver notre planète
- 7 12** et de favoriser l'accès aux ressources énergétiques de manière efficace et durable pour tous.
- 9** Nous concentrons notre travail sur la passion et l'innovation. Sur la force et le développement de nos compétences.
- 5 10** Sur la dignité égale des personnes, en reconnaissant la diversité en tant que ressource fondamentale pour le développement de l'humanité. Sur la responsabilité, l'intégrité et la transparence de nos actions.
- 17** Nous croyons aux partenariats à long terme avec les pays et les communautés qui nous accueillent pour créer une valeur partagée à long terme.

Objectifs mondiaux pour un développement durable

L'Agenda 2030 pour le développement durable, présenté en septembre 2015, identifie les 17 Objectifs de développement durable. Les objectifs de développement durable (ODD) représentent les objectifs communs du développement durable sur le plan international les problèmes sociaux complexes actuels. Ces objectifs constituent une référence importante pour la communauté internationale et Eni dans la gestion des activités dans les pays où elle opère.



Eni en *Côte d'Ivoire*

2023

RAPPORT LOCAL DÉVELOPPEMENT DURABLE

Clause de non-responsabilité

Le Rapport local 2023 d'Eni sur la durabilité en Côte d'Ivoire est un document publié sur une base annuelle qui contient certaines déclarations prévisionnelles relatives aux différents sujets qui y sont abordés. Les déclarations prévisionnelles sont fondées sur des hypothèses et croyances raisonnables de la direction d'Eni, compte tenu des informations dont elle dispose au moment où ces déclarations sont faites. Néanmoins, de par leur nature, les déclarations prévisionnelles comportent un élément d'incertitude car elles se rapportent à des événements et dépendent de circonstances qui peuvent ou non se produire à l'avenir et qui échappent, en tout ou en partie, au contrôle et aux prévisions raisonnables d'Eni. Les résultats réels peuvent différer de ceux exprimés dans ces déclarations, en fonction d'une variété de facteurs, y compris, sans limitation : l'impact de la pandémie de Covid-19, la fluctuation de la demande, l'offre et la tarification du pétrole et du gaz naturel et d'autres produits pétroliers, les performances opérationnelles réelles, les conditions macroéconomiques générales, les facteurs géopolitiques et les changements dans le cadre économique et réglementaire dans de nombreux pays dans lesquels Eni opère, les réalisations atteintes dans le développement et l'utilisation de nouvelles technologies, les changements dans les attentes des parties prenantes et d'autres changements dans les conditions de business. Les lecteurs du document sont donc invités à tenir compte d'un éventuel décalage entre les déclarations prévisionnelles incluses et les résultats qui pourraient être obtenus à la suite des événements ou des facteurs indiqués ci-dessus. Ce rapport local d'Eni sur le développement durable en Côte d'Ivoire 2023 contient également des termes tels que « partenariat », qui sont utilisés uniquement à titre de référence et n'ont aucune connotation technique ou juridique. Enfin, « Eni » signifie Eni Côte d'Ivoire.

Photos

Toutes les photos des couvertures et des rapports Eni pour 2023 proviennent des archives photographiques d'Eni.

Traductions

Le texte original du Rapport local en Côte d'Ivoire - sauf indication contraire - est en anglais. Les traductions dans d'autres langues sont tirées du texte original. En cas de divergence, le contenu de la version anglaise prévaut sur les traductions dans toute autre langue.



Pourquoi lire le Rapport local d'Eni sur le Développement Durable en Côte d'Ivoire 2023 ?

"Eni en Côte d'Ivoire" décrit la contribution d'Eni à une transition juste, en présentant les activités développées au niveau local dans le pays pour atteindre les objectifs commerciaux dans une optique de partage des avantages sociaux et économiques avec les travailleurs, les fournisseurs, les communautés et les clients de manière inclusive et transparente.

En particulier, Eni est présente en Côte d'Ivoire pour élargir son portefeuille traditionnel en maximisant la valeur du gaz naturel et pour renforcer la position du pays au sein du réseau énergétique africain.

En outre, la production d'huile végétale, utilisée dans les bioraffineries d'Eni comme matière première durable, permet au pays d'être intégré dans la chaîne de valeur des biocarburants, générant un impact positif sur les familles des agriculteurs locaux par le biais d'accords à long terme.

Les activités d'Eni se déroulent parallèlement à des projets de développement local, fondés sur la connaissance des enjeux locaux et sur la volonté d'œuvrer aux côtés de la Côte d'Ivoire pour promouvoir le développement durable, notamment par le biais de partenariats avec des acteurs reconnus au niveau national et international.

La narration est structurée en fonction des trois leviers du modèle d'entreprise - neutralité carbone d'ici 2050, excellence opérationnelle et alliances pour le développement - qui définissent le champ d'action d'Eni pour créer de la valeur à long terme pour toutes les parties prenantes.

- ▶ Rapport financier annuel 2023
- ▶ Eni pour 2023 - Une transition juste

LÉGENDE

- ▶ Liens externes
- Liens internes

Introduction **4**

Message à nos parties prenantes	4
Activités d'Eni : la chaîne de valeur	6
Modèle d'entreprise	8
Les entreprises en Côte d'Ivoire	10
Les activités d'implication des parties prenantes	11

Neutralité carbone d'ici 2050 **12**

Baleine : le premier projet de développement Upstream Zéro émission nette (Scope 1 et 2) en Afrique	12
Production d'huile végétale comme matière première durable pour les bioraffineries	16

Excellence opérationnelle **17**

Chacun d'entre nous	17
Formation	18
Sécurité	19
Santé	20
Environnement	21
Droits de l'Homme	22
Lutte contre la corruption	23

Alliances pour le développement **24**

Projets de développement local	25
Rapports et critères de performance	29

Message à nos parties prenantes



Sur la photo, à partir de la gauche: le Directeur Général Ressources naturelles d'Eni, Guido Brusco, le Directeur Général d'Eni, Claudio Descalzi, le Président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, le Premier Ministre ivoirien, Robert Beugré Mambé, et le Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa-Coulibaly

C'est un immense honneur pour nous de vous présenter notre premier rapport sur le développement durable en Côte d'Ivoire, un document dédié à toutes nos parties prenantes, notre capital le plus important. Nous avons fait nos premiers pas dans le pays avec vous, déterminés à créer un écosystème avec un objectif commun : contribuer au développement de l'entreprise et du pays lui-même. Nous sommes arrivés à Abidjan en 2015 avec un petit groupe de jeunes collègues experts et passionnés. Notre famille s'est développée aux côtés de la Côte d'Ivoire qui, au fil des ans, a vu son PIB augmenter de plus de 6 % par an, devenant ainsi un pôle économique régional. Cette aug-

mentation est due aux investissements publics et privés dans des secteurs stratégiques tels que les infrastructures, l'agriculture et l'énergie.

Notre parcours a été consolidé en 2021 lorsque nous avons découvert le champ Baleine, la plus grande découverte jamais réalisée dans le pays et la première exploitation commerciale des 20 dernières années. Ce projet majeur est entré en production en un temps record pour l'industrie, en août 2023, et son potentiel est estimé à environ 2,5 milliards de barils de pétrole sur le site et 3 300 milliards pieds cubes standard de gaz.

Ces chiffres reflètent un fait important qui est déjà évident aujourd'hui : la Côte d'Ivoire intensifie son rôle sur le marché régional et international de l'énergie. Le champ gazier Baleine est relié au réseau électrique ivoirien reliant Grand Bassam, grâce à la station de pompage et au gazoduc que nous avons contribué à construire, alimentant ainsi la production d'électricité du pays. Nous avons annoncé une nouvelle découverte en mars 2024, nommée Calao, la deuxième plus grande après Baleine.

Notre engagement en faveur de l'énergie va de pair avec notre engagement en faveur de l'environnement. Par consé-

quent, nous parviendrons à l'objectif zéro émission nette (scope 1 et 2) dans les opérations Upstream de Baleine en nous appuyant sur des solutions innovantes, ouvrant ainsi une nouvelle ère pionnière pour la Côte d'Ivoire sur le marché africain. C'est dans cette optique qu'en 2022, nous avons lancé un vaste programme de distribution de fourneaux améliorés qui réduisent considérablement les émissions de gaz à effets de serre et remplacent les méthodes de cuisson traditionnelles, ce qui est bénéfique pour la santé et l'environnement. En 2023, nous avons distribué environ 61 000 fourneaux produits localement et nous avons l'intention d'en fournir un total de 450 000 au cours des six prochaines années. Contribuant encore à l'objectif zéro émission nette du projet Baleine, nous lançons un projet de conservation et de restauration de 14 forêts protégées sur une superficie de 155 000 hectares, en coopération avec le Ministère des Eaux et Forêts et le Ministère de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique.

Nous pensons que l'énergie est un facteur de développement, un moteur économique, un vecteur social. L'énergie permet de cuisiner dans les foyers, de soigner dans les hôpitaux, de lire dans les écoles ou partout où cela est possible, dans les centres urbains comme dans les régions reculées; elle permet d'innover et d'œuvrer pour le changement. L'énergie développe et unifie. C'est pourquoi nous empruntons cette voie commune avec nos partenaires et parties prenantes, en étendant notre engagement bien au-delà du secteur de l'énergie, en mettant en œuvre conjointement de nombreux projets pour soutenir

l'accès à l'éducation, à la formation professionnelle et à la santé.

En commençant par l'éducation, nous avons lancé une initiative avec la Fondation AVSI pour réhabiliter 20 écoles primaires et 2 écoles secondaires, qui ont été inaugurées en octobre 2023 en présence du Ministre de l'éducation nationale et de l'alphabétisation. Grâce à ces rénovations et à la fourniture de matériel pédagogique, environ 13 000 élèves et 140 enseignants bénéficient déjà d'un environnement d'apprentissage amélioré et plus sûr, ainsi que de programmes de sensibilisation plus larges qui impliquent également les parents, agissant sur l'ensemble de l'écosystème qui gravite autour de l'épanouissement éducatif des enfants et des jeunes. Toujours dans le domaine de l'éducation, nous avons lancé un programme en coopération avec Iveco et International Rescue Committee offrant à 300 jeunes issus de communautés vulnérables une formation dans les secteurs de l'énergie et de l'automobile. Nous investissons également dans l'enseignement universitaire par le biais d'accords avec des institutions académiques, telles que l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny, en proposant des masters et des cours de formation technique afin de créer une passerelle entre ces institutions et le monde du travail.

Dans le domaine de la santé, nous sommes engagés dans la restructuration et l'équipement des centres de santé à l'échelle régionale et nationale. En collaboration avec le ministère de la santé et des ONG, telles que CUAMM et IRC, nous avons lancé deux projets visant à

renforcer le système de santé en modernisant les hôpitaux et les ambulances, en fournissant des appareils médicaux et en organisant des campagnes de sensibilisation, dans le but de bénéficier à plus de 230 000 personnes et à 500 travailleurs de la santé au total.

Toutes ces activités sont reliées par un fil conducteur : un engagement fort envers le pays. Nous sommes convaincus que notre travail ne peut être dissocié de notre engagement envers notre pays d'accueil et de notre collaboration avec toutes les parties prenantes en vue de réaliser une transition équitable centrée sur les personnes. C'est donc avec grand plaisir que nous renouvelons nos remerciements les plus sincères à toutes nos parties prenantes sur le territoire local, avec lesquelles nous continuerons à travailler côte à côte pour construire un avenir meilleur et plus prospère avec et pour la Côte d'Ivoire.



Luca Faccenda

Directeur Général Eni Côte d'Ivoire

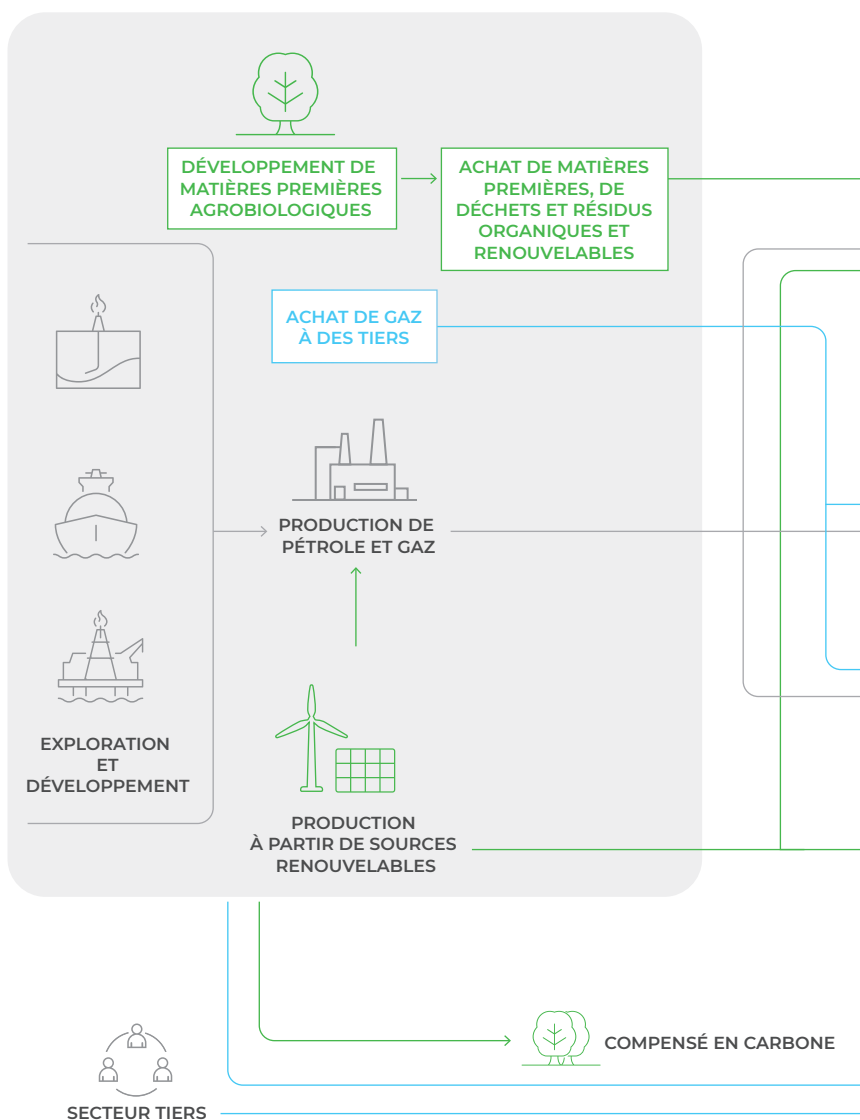
Activités d'Eni : la chaîne de valeur



Eni S.p.A. est une entreprise de technologie énergétique engagée dans l'ensemble de la chaîne de valeur : de l'exploration, du développement et de l'extraction du pétrole et du gaz naturel à la production d'électricité à partir de gaz naturel et de sources renouvelables, en passant par le raffinage traditionnel et biologique et les activités chimiques, ainsi que le développement de processus d'économie circulaire. Eni étend sa portée aux marchés finaux, en commercialisant du gaz, de l'électricité et des produits sur les marchés locaux et auprès des particuliers et des entreprises, et en proposant également des services d'efficacité énergétique et de mobilité durable.

Eni développe notamment des activités dans le secteur de l'exploration en Côte d'Ivoire. En septembre 2021, Eni a annoncé la découverte du gisement d'hydrocarbures Baleine, le plus important jamais réalisé dans le pays, qui devrait également être le premier projet d'exploitation Upstream zéro émission nette en Afrique. Les émissions

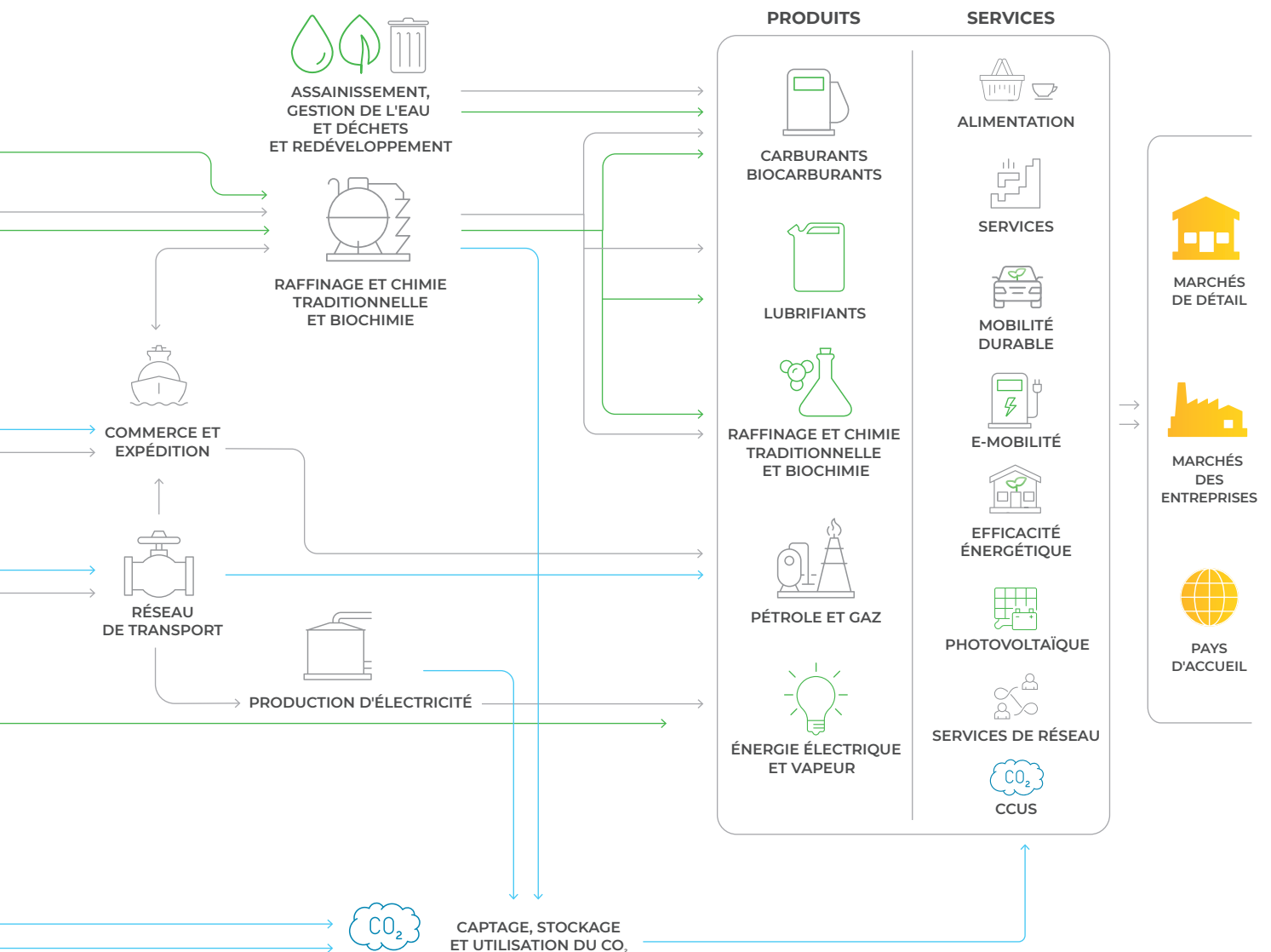
LA CHAÎNE DE VALEUR



de gaz à effet de serre (GES) des champs d'application 1 et 2 de Baleine seront réduites par l'utilisation des meilleures technologies disponibles en termes de solutions d'usine à haut rendement, de récupération de l'énergie des procédés et de réduction et de contrôle des émissions fugitives. Les émissions résiduelles sont compensées par des initiatives forestières et des projets de cuisson propre, qui contribuent également à la création de valeur

pour les parties prenantes locales, conformément à l'approche d'Eni en matière de développement durable. En mars 2024, Eni a également annoncé une nouvelle découverte nommée Calao, qui est actuellement le deuxième plus grand champ du pays après le champ Baleine, découvert par Eni en septembre 2021. Eni s'associe au pays pour renforcer son rôle de plaque tournante régionale de l'énergie grâce à un portefeuille d'activités

allant de la production d'hydrocarbures, qui joue un rôle clé dans le développement industriel national et la transition énergétique, à des initiatives innovantes pour la production de matières premières agricoles durables qui peuvent être utilisées dans les bioraffineries d'Enilive. Parallèlement, Eni soutient le développement local au sein des communautés en favorisant l'accès à l'énergie, à la santé communautaire et à une éducation de qualité.



Modèle d'entreprise

Eni S.p.A. est une société d'énergie intégrée qui soutient une transition énergétique socialement équitable qui, grâce à des solutions concrètes et économiquement durables, vise à relever les défis cruciaux de notre époque : la lutte contre le changement climatique et l'accès à l'énergie d'une manière efficace et durable pour tous.

Le **modèle d'entreprise** vise à créer de la valeur à long terme pour toutes les parties prenantes grâce à une présence consolidée tout au long de la chaîne de valeur de l'énergie. La **mission** de l'entreprise intègre les **Objectifs de développement durable (ODD)** de l'Agenda 2030 des Nations unies et notre **approche distinctive** imprègne toutes nos activités.

Eni S.p.A. poursuit son engagement en faveur de la sécurité énergétique, en continuant à assurer la création de valeur tout en faisant progresser sa stratégie de transition avec une approche technologiquement neutre et pragmatique visant à maintenir la compétitivité du système de production et développement durable.

Eni S.p.A. intègre également de manière organique son plan d'entreprise aux principes de durabilité environnementale et sociale, en déployant ses actions sur trois leviers :

NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI 2050



Conformément à la trajectoire de décarbonisation d'Eni et à l'objectif de neutralité carbone pour 2050, les activités en Côte d'Ivoire se concentrent sur le développement du premier projet zéro émission nette (scope 1 et 2) en Afrique, la diversification du portefeuille traditionnel et l'augmentation de la valeur du gaz naturel, ainsi que le démarrage de la production d'huile végétale et le renforcement de la chaîne de valeur des biocarburants ;

L'EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE



L'activité d'Eni vise l'excellence opérationnelle grâce à un engagement continu en faveur du développement, de la santé et de la sécurité des personnes, de l'intégrité des actifs, de la protection de l'environnement, du respect des droits de l'homme, de la résilience et de la diversification des activités, ainsi que de la solidité financière ;

ALLIANCES POUR LE DÉVELOPPEMENT



Eni promeut des initiatives visant à soutenir le développement local des communautés, en garantissant l'accès à l'énergie, l'accès à la santé et la diversification économique, tout en soutenant le transfert de savoir-faire et l'éducation de qualité sur le territoire, en collaboration avec des acteurs clés.

CRÉATION DE VALEUR POUR TOUTES LES PARTIES PRENANTES

Grâce à la présence intégrée dans toute la chaîne de valeur de l'énergie



Les entreprises en Côte d'Ivoire

ENI CÔTE D'IVOIRE LTD



Eni Côte d'Ivoire Ltd, est la société impliquée dans les activités d'exploration et de production d'hydrocarbures en Côte d'Ivoire. Elle est principalement impliquée dans l'exploitation de la plateforme offshore Baleine et dans la nouvelle découverte, Calao.

Les ressources potentielles de Calao se situent entre 1 et 1,5 milliard de barils d'équivalent pétrole

2,5 milliards de barils standard Total du pétrole présent dans le champ

3 300 milliards pieds cubes standard Gaz total présent dans le champ

ENI NATURAL ENERGIES



La nouvelle société Eni Natural Energies Côte d'Ivoire (ENE), filiale du groupe, opère principalement dans le domaine de la production de matières premières agricoles et d'huiles végétales à partir de résidus agro-industriels et agricoles pour approvisionner les bioraffineries d'Enilive. En particulier, la production d'huile végétale dans le pays a été initiée grâce à un accord signé avec la fédération ivoirienne des producteurs de caoutchouc (nommée Fédération des Producteurs d'Hévéa de Côte d'Ivoire ► [FPH-CI - https://fphci.com/](https://fphci.com/)) et représente une activité clé dans la chaîne de valeur des carburants durables

En 2023, pour la première fois au niveau mondial, l'huile de graines d'hévéa a été certifiée selon le système de durabilité ISCC-EU de l'Union Européenne



Les activités d'implication des parties prenantes

L'engagement des parties prenantes est une question centrale et un levier stratégique pour Eni dans la poursuite d'une transition juste et équitable, car une telle participation aide à maximiser la création de valeur

à long terme tout en réduisant les risques commerciaux. Avec sa présence en Côte d'Ivoire, Eni développe de nombreuses activités d'engagement avec des acteurs clés, afin de créer des relations solides et

transparentes et de définir une approche de développement partagée pour les projets qui pourraient avoir un impact positif sur le territoire local. Les parties prenantes ont participé aux initiatives suivantes :

PERSONNEL D'ENI



- Consultation et négociation mensuelles avec les partenaires sociaux pour discuter des avantages et de l'amélioration des conditions de travail et de vie sociale des agents/travailleurs
- Campagne de sensibilisation à l'éducation alimentaire, sensibilisation des employés aux bonnes habitudes alimentaires
- Activité de renforcement de l'esprit d'équipe impliquant tous les employés pour les sensibiliser aux problématiques de diversité et d'inclusion

LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES



- Consultation avec les autorités et les communautés locales pour les projets de business et les initiatives de développement local
- Promotion de relations régulières entre Eni, la Fondation AVSI et les communautés pour fournir une assistance et des informations sur le fonctionnement des fourneaux améliorés
- Accord entre Eni et la Fédération des producteurs d'hévéa de Côte d'Ivoire pour la production d'huile végétale

INSTITUTIONS NATIONALES, EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES



- Réunion officielle organisée pour le démarrage de la production de Baleine avec la participation du Président de la Côte d'Ivoire et du PDG d'Eni
- Protocole d'accord signé entre Eni et la République de Côte d'Ivoire le 10 décembre 2021 pour identifier les opportunités de coopération en faveur de la décarbonisation et du développement local
- Protocole d'accord signé entre Eni et le Ministère de l'Environnement et du Développement durable le 14 juillet 2022 pour la mise en œuvre d'initiatives potentielles visant à compenser les émissions, à produire de l'énergie renouvelable et à promouvoir le développement durable
- Accord signé entre Eni et le Ministère des Eaux & Forêts le 8 septembre 2022, pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour la conservation, la restauration et le développement durable des forêts classées
- Signature d'un protocole d'accord entre Eni et le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'alphabétisation le 27 juin 2023, pour collaborer au renforcement des capacités en vue d'une éducation de qualité
- Signature d'un protocole d'accord entre Eni et le Ministère Ivoirien des Mines, du Pétrole et de l'Énergie en octobre 2023 pour intégrer le pays dans la chaîne d'approvisionnement en biocarburants

ENTREPRENEURS, FOURNISSEURS ET PARTENAIRES COMMERCIAUX



- Accord avec ► **Green Ker** pour la fabrication et, le cas échéant, le remplacement de fourneaux améliorés
- Plusieurs entrepreneurs locaux fournissent des biens et des services pour la maintenance des actifs (Atlantic engineering solutions, Maroil), la logistique (ICM, Interfreight), les services généraux (NAS IVOIRE SA, LAV'NET), les TIC (BDELLIUM, SD Communication, Talenhy), le forage (Ivoire Oilfield Services), les services de gestion de projet (Hydrodrill).

UNIVERSITÉS, CENTRES DE RECHERCHE ET PÔLES D'INNOVATION



- Accords de recherche et de formation avec l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB), le Politecnico di Milano, l'Université de Pérouse et l'Université de Pavie pour le renforcement des connaissances dans le secteur de l'énergie

ORGANISATIONS DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT



- Accords de coopération avec la Fondation AVSI pour consolider les initiatives d'accès à l'énergie en Côte d'Ivoire, en particulier l'engagement avec les communautés locales pour la distribution et le suivi des foyers améliorés et pour soutenir une éducation primaire de qualité
- Accord de mise en œuvre du projet avec l'International Trade Center, une agence conjointe des Nations unies et de l'Organisation mondiale du commerce, pour le développement de l'initiative de mode éthique dans le secteur du textile
- Accord de coopération avec le groupe IVECO et l'ONG International Rescue Committee (IRC) pour le projet de formation professionnelle Pro-Jeunes
- Accord de coopération avec la CUAMM pour la mise en œuvre d'un projet de santé communautaire
- Accord de coopération avec l'IRC pour la mise en œuvre d'un projet de santé communautaire
- Accord avec E4Impact pour une « Enquête socio-économique au Kenya et en Côte d'Ivoire »

Eni Côte d'Ivoire a adopté l'application « Stakeholder Management System » (SMS) de l'entreprise qui a cartographié plus de 260 parties prenantes. Cette application permet aux parties prenantes de faire l'objet d'un suivi et d'une gestion rapide de

leurs griefs et de leurs demandes. Un mécanisme de réclamation des griefs a été mis en place et communiqué aux parties prenantes lors des consultations publiques pour l'ESHIA et le plan d'action pour la gestion des terres (Land Mana-

gement Action Plan). En 2023, Eni Côte d'Ivoire a reçu sept griefs relatifs à l'indemnisation pour déplacement économique pendant l'installation des pipelines en ligne. 100 % des griefs ont été résolus par une solution convenue entre les parties.

Neutralité carbone d'ici 2050

Baleine : le premier projet de développement Upstream Zéro émission nette (Scope 1 et 2) en Afrique

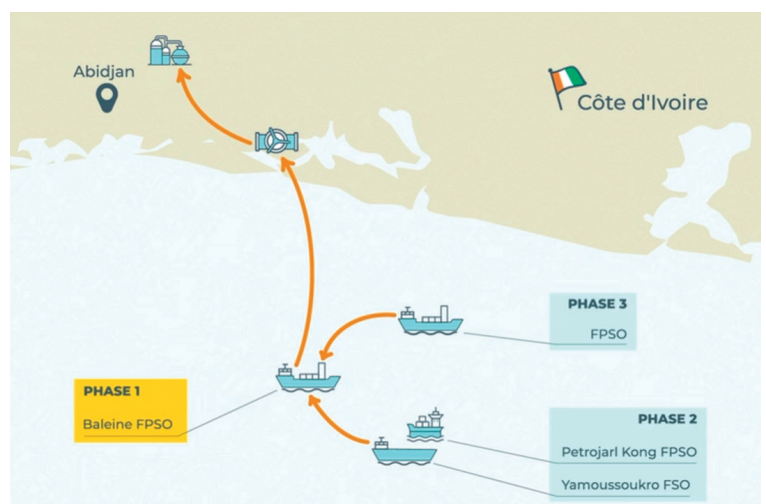
2,5
milliards de
barils standard
Total du
pétrole présent
dans le champ

3 300
milliards
pieds cubes
standard
Gaz total
présent dans
le champ

En 2021, Eni a découvert un vaste champ de pétrole et de gaz associé à 70 km de la côte d'Abidjan, à une profondeur de 1 200 mètres. Cette découverte, baptisée Baleine, est non seulement la plus importante découverte d'hydrocarbures jamais réalisée par une société énergétique en Côte d'Ivoire, mais aussi la première découverte commerciale faite dans le pays au cours des 20 dernières années. L'exportation vers la côte de la production de gaz associé est une démarche stratégique, car elle permet d'augmenter l'offre nationale et régionale, en tirant parti de l'importante production d'électricité et du système électrique du pays. La production de pétrole, quant à elle, permettra de stimuler les exportations, contribuant ainsi à la croissance économique du pays.

Avant de commencer le développement du gisement de Baleine, Eni a réalisé une évaluation de l'impact environnemental, social et sanitaire (ESHIA), conformément à la législation applicable, aux normes d'Eni et aux meilleures pratiques internationales, afin d'identifier les impacts et les risques potentiels que les activités prévues pourraient avoir sur l'environnement, la santé et les communautés locales. Grâce à l'ESHIA, Eni a identifié et mis en œuvre des mesures d'atténuation et de gestion pour minimiser les impacts potentiels sur l'environnement et la santé des populations, en impliquant activement les parties prenantes dans les processus de prise de décision.

Baleine a été développée avec d'excellentes performances HSE en un temps record grâce à l'approche accélérée unique d'Eni, qui a mené en parallèle les phases de conception, d'autorisation et d'exécution. Un aspect innovant du projet a été la réutili-



sation et la rénovation d'un navire existant, l'unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) Baleine, qui a été remis à neuf et modernisé sur le plan technologique afin d'assurer un démarrage accéléré. La réutilisation du FPSO existant permet d'optimiser les coûts et les délais et de minimiser la consommation d'énergie et de matériaux de construction. Le projet comprend également la construction d'un gazoduc de 90 km, dont 80 km en mer et 10 km à terre, reliant le FPSO à l'installation de réception à terre située à Abidjan. En début novembre 2023, le premier gaz a été exporté du champ de Baleine vers la côte pour la production d'électricité, répondant ainsi efficacement à la demande énergétique du pays.

Baleine sera le premier projet de développement Upstream en amont à émissions nettes (Scope 1 et 2) en Afrique. Ses émissions de gaz à effet de serre seront réduites par l'utilisation des meilleures technologies disponibles en termes de

solutions d'usines à haut rendement, de récupération de l'énergie des procédés et de réduction et de contrôle des émissions fugitives. Les émissions résiduelles sont compensées par des initiatives forestières et des projets de cuisson propre, qui contribuent également à la création de valeur pour les parties prenantes locales, conformément à l'approche d'Eni en matière de développement durable.

Une autre découverte importante d'hydrocarbures en Côte d'Ivoire, appelée Calao, a été annoncée en mars 2024. Les opérations de forage, qui ont débuté en janvier 2024, se sont déroulées à environ 45 kilomètres de la côte, atteignant une profondeur totale de 5 000 mètres, y compris 2 200 mètres de profondeur d'eau. Le puits a rencontré du pétrole léger et du gaz. Les évaluations préliminaires indiquent des ressources potentielles comprises entre 1 milliard et 1,5 milliard de barils d'équivalent de pétrole. Eni gère le bloc en partenariat avec Petroci Holding.

Focus

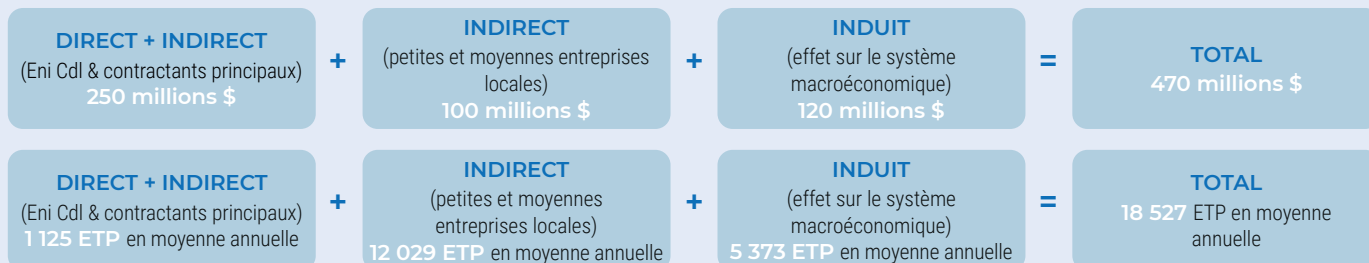
Application du modèle ELCE au projet Baleine (phases 1 et 2)

CONTEXTE : le projet Baleine est développé en trois phases : (1) la production par le FPSO (Floating Production Storage Offloading) Baleine a commencé en 2023 ; (2) le démarrage d'un deuxième FPSO est prévu pour la fin de 2024 ; (3) d'autres développements sont prévus, qui porteront la production totale du champ à 150 000 barils/jour de pétrole et 200 Mscf/jour de gaz.

ÉTUDE ET RÉSULTATS : Le modèle ELCE analyse les impacts potentiels sur l'économie et l'emploi générés par le projet pendant les phases de construction et d'exploitation (2023-2039). Pour chaque milliard de dollars de dépenses que Eni a investi pour le projet, il pourrait y avoir un impact économique local total de 470 millions de dollars, dont 250 millions de dollars correspondent à la production de biens et de services associés aux dépenses locales d'Eni et de ses principaux contractants et 100 millions de dollars résultant de l'activation d'une cascade de petites et moyennes entreprises locales. Le modèle estime également l'activation des emplois locaux directs, indirects et induits à environ 18 500 équivalents temps plein (ETP), dont environ 65 % dans les petites et moyennes entreprises locales opérant dans la chaîne d'approvisionnement.

IMPACTS GÉNÉRÉS PAR LES DÉPENSES :

Pour chaque milliard de dollars dépensé en biens et services, il pourrait y avoir un impact de :

**LA DÉCARBONISATION
DES ENTREPRISES
TRADITIONNELLES**

Les émissions de Gaz à effet de serre de Baleine (Scope 1 & 2) sont réduites par l'adoption des meilleures technologies disponibles (purge des torches à l'azote, éclairage LED, système photovoltaïque. Variateurs de vitesse, unité de récupération de chaleur résiduelle, mise à niveau du générateur à double carburant), y compris des solutions d'usine à haut rendement, la récupération de l'énergie de processus et la réduction et le contrôle des émissions fugitives. La démarche de Baleine vers le zéro émissions nettes sera complétée par la combinaison de solutions climatiques basées sur la nature et la technologie, telles que

des initiatives forestières et des projets de cuisson propre, qui généreront des crédits carbone de haute qualité (certifiés selon les normes les plus reconnues sur le marché volontaire du carbone). Ces initiatives de compensation s'inscrivent dans l'approche d'Eni en matière de développement durable.

Programme de cuisson propre en Côte d'Ivoire

En juin 2022, Eni a lancé son premier Programme de cuisson propre en collaboration avec le gouvernement ivoirien et l'ONG AVSI Foundation (Volunteer Association for International Service). Ce programme vise à promouvoir l'adoption de fourneaux améliorés, une alternative durable et efficace aux méthodes de cuisson traditionnelles inefficaces (feux à trois pierres ou

braseros rudimentaires) pour les communautés vulnérables. Grâce au programme, le fabricant a acheté de nouvelles machines et embauché des travailleurs supplémentaires, ce qui a permis de multiplier par deux sa capacité de production.

Le programme de cuisson propre d'Eni vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à la combustion de biomasse non durable utilisée pour la cuisson et à améliorer la qualité de vie des ménages. Grâce à leur efficacité accrue, les foyers améliorés, testés dans les laboratoires certifiés par Clean Cooking Alliance, réduisent considérablement la consommation de biomasse non durable et génèrent des crédits carbone de haute qualité (certifiés selon les normes les plus reconnues sur le marché volontaire du carbone).

61 411

fourneaux améliorés distribués depuis Juin 2022

+300 000

personnes impliquées dans le projet

790

villages touchés par l'initiative

Grâce à leur capacité à réduire l'utilisation de biomasse non durable, les fourneaux améliorés génèrent des avantages directs et indirects pour les ménages, tels que le gain de temps, la réduction de la fatigue physique liée à la collecte du bois, la diminution des émissions de gaz à effet de serre et de la production de fumée, ce qui réduit les risques pour la santé des individus, en particulier des femmes et des enfants qui passent plus de temps autour de la zone de cuisson et, grâce à leur structure, prévient le risque de brûlures et d'incendies. En fin 2023, Eni avait distribué plus de **61 000** foyers améliorés depuis le lancement du programme en 2022 (environ 20 000 en 2022 et plus de 40 000 en 2023), touchant plus de **300 000** personnes dans **790** villages répartis dans le centre (région du Gbêké) et le nord (région du Poro) du pays.

Le premier crédit carbone (ou VCU - Verified Carbon Units) couvrant la période du projet de juin 2022 à juin 2023 et certifié selon la norme internationale de ► **VERRA** devrait être émis en 2024. Grâce au Clean Cooking Program en Côte d'Ivoire, Eni prévoit de distribuer un total cumulé de 450 000 fourneaux améliorés d'ici 2030 et de toucher plus de 2,2 millions de personnes. Une relation continue avec les villages et les communautés, ainsi que l'assistance fournie aux familles individuelles, sont des éléments clés de la réussite du programme, car ils sensibilisent et accompagnent les familles dans l'adoption de ces systèmes de cuisson. En effet, après un engagement préliminaire avec la communauté et une cartographie des besoins du territoire, Eni, en collaboration avec des partenaires locaux, a commencé

à distribuer ces fourneaux améliorés, en expliquant leur fonctionnement en détail et en fournissant des instructions utiles sur leur utilisation. Un suivi périodique des appareils est effectué grâce à une base de données spécifique et à l'implication de points focaux locaux dans chaque village, ce qui permet de remplacer rapidement les fourneaux améliorés lorsque cela s'avère nécessaire. Le programme de cuisson propre témoigne également de l'engagement d'Eni en faveur du développement économique local. Les fourneaux sont entièrement fabriqués en Côte d'Ivoire par l'entreprise locale Green Ker. Grâce au programme, le fabricant a acheté de nouvelles machines et embauché des travailleurs supplémentaires, ce qui a permis de multiplier par deux sa capacité de production.

Interview



ERMANN ZANNOU

PDG de Green Ker



Où les fourneaux améliorés sont-ils produits et distribués ?

EZ: Les fourneaux sont produits à Abidjan, le centre économique de la Côte d'Ivoire, et distribués aux communautés rurales qui utilisent encore des méthodes de cuisson traditionnelles telles que le feu à trois pierres.



Quelle est la valeur ajoutée générée par les fourneaux améliorés ?

EZ: Un fourneau peut réduire la consommation de combustible, qu'il s'agisse de bois ou de charbon. Dans le cas du modèle à bois, une seule bûche est nécessaire au lieu de trois, ce qui réduit considérablement la fatigue des femmes pour aller chercher du bois. En outre, il présente des avantages pour la santé en réduisant les émissions et l'exposition des utilisateurs aux fumées de combustion nocives.



Quel est l'impact des fourneaux sur la déforestation ?

EZ: Les fourneaux sont efficaces en termes de consommation d'énergie et réduisent la consommation de bois d'environ 60 à 70 % par rapport aux méthodes de cuisson traditionnelles, ce qui permet d'économiser les ressources forestières. Cet impact est particulièrement important en Côte d'Ivoire,

où la déforestation est un problème majeur ; au cours du siècle dernier, notre pays a perdu plus de 90 % de ses forêts principalement en raison des activités humaines telles que l'agriculture intensive, l'exploitation forestière et l'expansion urbaine.



Comment l'entreprise s'est-elle développée après la collaboration avec Eni ?

EZ: Au début, nous étions trois à travailler sur ce projet. Aujourd'hui, nous nous sommes développés. En l'espace de 12 mois seulement, la capacité de production a triplé et la main-d'œuvre a plus que doublé, ce qui démontre le potentiel de croissance que cette initiative peut apporter.



Quels ont été les principaux avantages de l'utilisation de fourneaux améliorés ?

ALG: Avant de recevoir le fourneau amélioré, je passais plusieurs jours dans les champs à ramasser et à couper du bois. Une fois collecté, je devais retourner dans mon village pour allumer le feu et préparer la nourriture. Lorsque je cuisinais, la fumée me fatiguait les yeux et j'étais facilement épuisée. Aujourd'hui, ce nouveau fourneau est très utile car, grâce à la consommation limitée de bois, je peux me reposer davantage et passer moins de temps dans les champs.



AMOIN LEA GOLY

Bénéficiaire

Protection et restauration des forêts en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, l'un des pays africains où le taux de déforestation est le plus élevé, a perdu plus de 90% de sa couverture forestière au cours du siècle dernier. Les forêts restantes sont très fragmentées et dégradées en raison du développement des activités agricoles, de l'industrie du bois et de l'expansion urbaine, et nécessitent de toute urgence des efforts de conservation et de restauration.

En septembre 2022, Eni a signé un protocole d'accord avec le **Ministère des Eaux & Forêts (MINEF)** pour le développement d'une étude de faisabilité afin d'évaluer la viabilité d'un projet REDD+ et de restauration des forêts. Eni a réalisé l'étude de faisabilité pour le **projet Conservation and Restoration of Classified Forests (CRCF)**, à travers une série d'études documentaires et de terrain, comprenant une analyse de base, un échantillonnage et des entretiens

avec les principales parties prenantes, telles que les ONG, les principaux représentants des communautés locales, les institutions, les entreprises et les centres de recherche présents à l'intérieur ou à la périphérie de la zone du projet.

Ce projet s'étale sur plus de 20 forêts classées réparties dans trois régions différentes du pays (Lagunes, Comoé et Vallée du Bandama) et couvrant une superficie importante d'environ 380 000 hectares.

Les résultats de cette étude ont permis à Eni d'identifier 14 forêts classées couvrant environ 155 000 hectares dans les régions des Lagunes et de la Comoé qui se prêtent à des activités de conservation et de restauration des forêts. Conformément à la stratégie de décarbonisation d'Eni, le projet générera des crédits carbone à partir d'**activités séquestration de carbone (déforestation évitée) et d'élimination du carbone (restauration de la forêt)**, contribuant ainsi

aux objectifs de conservation et de restauration de la forêt du pays.

La mise en œuvre du projet devrait commencer en 2024 et les premiers crédits carbone devraient être générés en 2026. Le projet impliquera activement les communautés locales, en les reconnaissant comme acteurs du changement, et en les aidant à passer d'une exploitation non durable des ressources forestières à des revenus durables basés sur la protection et la restauration des forêts.

Le projet CRCF contribue à la réalisation des Objectifs de Développement Durable - ODD suivants : i) ODD 1 (Pas de pauvreté) ; ii) ODD 2 (Pas de famine) ; iii) ODD 12 (Consommation et production responsables) ; iv) ODD 13 (Action pour le climat) ; v) ODD 15 (Vie sur terre). La contribution du projet aux ODD sera suivie et mesurée tout au long de la durée de vie du projet conformément à la norme VERRA-CCB.

14
forêts
classées

155 000
hectares
couverts

+300 000
bénéficiaires



Production d'huile végétale comme matière première durable pour les bioraffineries

En 2021, Eni et la République de Côte d'Ivoire, représentée par le Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, ont signé un accord de collaboration sur des projets en Côte d'Ivoire axés sur la compensation des émissions, les énergies renouvelables et le développement durable. Ces projets comprennent la production d'huile végétale à partir de déchets agricoles générés par la production de caoutchouc, qui servira de matière première agricole pour la production de biocarburants.

L'initiative de produire de l'huile végétale pour la génération de biocarburants a commencé par un accord signé fin juillet 2023 avec la fédération ivoirienne des producteurs de caoutchouc (appelée ► **Fédération des producteurs d'hévéa (FPH-CI)**). Cette fédération représente plus de 200 000 familles impliquées dans la culture du latex. La certification de l'huile

végétale par l'ISCC-EU, l'un des principaux programmes européens de développement durable dans le secteur des énergies renouvelables, souligne son importance pour la communauté locale. Les plantations d'hévéas sont bien réparties le long de la zone côtière et dans le sud-ouest du pays, en particulier près de la frontière avec le Liberia, ainsi que dans le centre et l'est de la Côte d'Ivoire.

Traditionnellement, les graines d'hévéa sont considérées comme des résidus agricoles inutilisés, principalement utilisés pour replanter des hévéas dans la région. Cependant, le modèle opérationnel mis en œuvre en Côte d'Ivoire a impliqué la géolocalisation des plantations et la réalisation de campagnes de collecte de tests dans des zones cruciales pour la chaîne d'approvisionnement en huile végétale.

Eni a soutenu ces efforts en distribuant de petites balances, des sacs pour peser

correctement les graines et des humidimètres pour mesurer la teneur en eau des graines, qui est cruciale pour la production d'huile végétale. Une plateforme agronomique adaptée aux géographies africaines a été développée pour traiter les données cartographiées.

Une fois collectées, les graines sont traitées dans un centre local près d'Abidjan, géré par une tierce partie et équipé de technologies avancées telles que l'extraction à l'hexane. En octobre 2023, moins de trois mois après la signature du contrat avec la FPH-CI, la première huile a été produite avec succès.

Ce projet de matières premières agricoles est essentiel à la stratégie de décarbonisation plus large d'Eni, car il contribue de manière significative au développement local en créant de nouvelles opportunités d'emploi et des sources de revenus supplémentaires pour les communautés.

Interview



GBAHI DJOUA LUC

Directeur exécutif de la FPH-CI



LATH

Producteur d'hévéa à Aboisso, dans le sud de la Côte d'Ivoire



Quel est le rôle de la Fédération ?

GD: La Fédération représente les organisations professionnelles agricoles des producteurs d'hévéa de Côte d'Ivoire. Nous sommes présents dans tout le pays, partout où l'hévéa est cultivé. Actuellement, nous avons 25 bureaux sur le terrain, 4 000 délégués dans les villages et environ 200 000 producteurs d'hévéa enregistrés.



Quand le projet avec Eni a-t-il commencé ?

GD: Nous avons démarré ce projet avec Eni grâce à l'accord signé l'été dernier (2023). Cet accord nous a permis de lancer une première phase pilote et d'étendre ensuite le projet à des milliers de producteurs.



Quels sont les principaux avantages du projet pour les producteurs et la Fédération ?

GD: Le principal avantage est l'utilisation d'un sous-produit de cet arbre, dont notre pays est riche (nous sommes le troisième producteur mondial de caoutchouc) et qui n'avait auparavant aucune application industrielle. La plupart des graines d'hévéa étaient autrefois simplement laissées sur le sol par les producteurs, alors qu'aujourd'hui elles sont exploitées ; elles sont devenues une ressource économique qui fournit aux producteurs un revenu supplémentaire, utile par exemple pour payer les frais de scolarité de leurs enfants. En ce qui concerne la Fédération, le principal avantage est la satisfaction des producteurs que nous représentons par l'intermédiaire de notre organisation.

L: L'initiative est positive, car auparavant nous ne savions pas quoi faire des graines d'hévéa, alors qu'aujourd'hui elles ont une valeur économique. J'ai amélioré mon revenu financier, ce qui m'a permis de libérer des ressources pour consolider mon entreprise et m'occuper de ma famille. Mon rêve est maintenant d'agrandir ma plantation.

Excellence opérationnelle

Chacun d'entre nous

L'engagement d'Eni à l'égard de ses collaborateurs se traduit par la consolidation des compétences, le renforcement de la diversité, la protection de la santé et de la sécurité et le respect des droits de l'homme. Ces éléments permettent à l'entreprise de saisir les opportunités offertes par les évolutions possibles du marché de l'énergie, de poursuivre la voie de la transformation des activités commerciales déjà entreprise et de promouvoir le développement local des territoires dans lesquels elle opère. En 2023, les effectifs des installations d'Eni en Côte d'Ivoire ont atteint 135 personnes, ce qui a plus que doublé la présence d'Eni

dans la région par rapport à l'année précédente (61 employés en 2022), avec 54 employés résidant en Côte d'Ivoire. L'approche d'Eni en matière de Diversité & Inclusion (D&I) repose sur les principes fondamentaux de la non-discrimination, de l'égalité des chances et de l'inclusion de toutes les formes de diversité, ainsi que de l'intégration et de l'équilibre entre le travail et les préoccupations personnelles et familiales du personnel d'Eni. À cet égard, en 2023, une activité de constitution d'équipe a été organisée avec la participation de tous les employés pour les sensibiliser aux questions de D&I et des sessions de

formation en ligne spécifiques sur la diversité et l'inclusion ont été promues parmi les employés. En outre, au cours de l'année, le niveau de sensibilisation des employés aux questions de diversité et d'inclusion en Côte d'Ivoire a été analysé et, sur la base des résultats, une série d'activités ont été planifiées, telles que : la communication des initiatives locales D&I, la promotion de la culture nationale, des initiatives spécifiques pour la promotion de la diversité de genre, des activités supplémentaires de renforcement de l'esprit d'équipe et des programmes de compagnonnage pour renforcer l'inclusion.

135
employés
d'Eni



Formation

7 343

heures de formation pour les employés

Eni considère la formation comme un outil fondamental pour soutenir le changement et en garantit l'accès par le biais de formations en classe et à distance.

En 2023, le nombre total d'heures de formation a atteint 7 343, en nette augmentation par rapport à l'année précédente, en lien avec le développement des activités en Côte d'Ivoire.

La transition énergétique et la transition numérique sont deux thèmes centraux dans le développement des compétences du personnel d'Eni, conformément aux stratégies de l'entreprise. En 2023, les ini-

tiatives les plus importantes pour les employés en Côte d'Ivoire ont été les cours techniques sur le forage et le secteur de l'énergie, sur la culture de l'intégrité des actifs, les cours professionnels dans le domaine de l'économie, les cours de « sécurité comportementale » et les cours sur la « tolérance zéro : violence et harcèlement au travail », anti-corruption, le code d'éthique d'Eni, le système de conformité et de sanctions.

Suite à l'accord signé en fin 2021 par Eni avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

de Côte d'Ivoire et au protocole d'accord subséquent entre Eni Côte d'Ivoire, Eni Corporate University et l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB), une série d'initiatives de formation et de renforcement des capacités ont été lancées en 2022 destiné aux étudiants ivoiriens et caractérisées par la gestion conjointe de l'enseignement entre Eni et l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB).

En particulier, les initiatives suivantes entrent dans le champ d'application de cet accord :

PRINCIPALES INITIATIVES EN MATIÈRE DE FORMATION

MASTER UPSTREAM ET DOWNSTREAM

La première édition du Master, d'octobre 2022 à septembre 2023, a impliqué 31 participants locaux. Trois éditions sont prévues au total.

OPÉRATEURS DE PRODUCTION ET DE MAINTENANCE

Deux parcours de formation comprenant des cours intensifs d'anglais, une introduction de base aux thèmes généraux du secteur de l'énergie et une formation spécialisée dans la production et la maintenance. Une autre édition a été lancée au cours de l'année académique 2023/2024 pour 40 travailleurs ivoiriens.

MASTERS PROFESSIONNELS

En 2023, la gestion académique conjointe se poursuit avec la première édition du « Master professionnel développement et production des gisements d'hydrocarbures » et du « Master professionnel raffinage et distribution des produits pétroliers » destinés aux étudiants ivoiriens et impliquant également des professeurs employés d'Eni.

BOURSES D'ÉTUDES POUR LES ÉTUDIANTS IVOIENS

En collaboration avec l'Université Polytechnique de Milan, l'Université de Pérouse et l'Université de Pavie, dans le but de développer des ressources avec une formation multidisciplinaire, englobant des domaines d'expertise intégrés et synergiques (par exemple, les énergies renouvelables, la chimie verte, la biomasse, les bioraffineries, le big data, la numérisation, le stockage de l'énergie, etc.) à placer à côté du modèle de compétences « traditionnel » du secteur du pétrole et du gaz. Au cours de l'année, Eni a octroyé des bourses à cinq étudiants de Côte d'Ivoire.

Eni soutient plus de **25 stagiaires** qui suivent une formation continue dans différents services de l'entreprise pendant un an, notamment dans les domaines des activités commerciales, de la production et de la logistique. En outre, en 2023, un projet de renforcement des capacités a été réalisé dans le cadre du partenariat entre Eni et IRENA, ciblant également **5 fonctionnaires** du ministère ivoirien sur la diffusion des connaissances sur les biocarburants. Pour Eni, il est essentiel de travailler avec les gouvernements et les organisations pour définir des politiques et des réglementations au niveau régional. Dans ce contexte, Eni a apporté son témoignage aux cours de renforcement des capacités organisés en Côte d'Ivoire par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et l'Observatoire international des émissions de méthane (IMEO) à l'intention des gouvernements et des responsables des compagnies pétrolières nationales (CPN).



Sécurité

Eni garantit la sécurité sur le lieu de travail, quelle que soit la situation. En 2023, on a enregistré un seul incident au travail pour un sous-traitant et zéro incident ayant des conséquences graves. Le taux d'accidents enregistrables (TRIR) de la main-d'œuvre était égal à 0,24 (le TRIR des employés étant égal à 0). En outre, Eni procède périodiquement à des exercices d'urgence afin de tes-

ter l'efficacité des procédures d'intervention en cas d'urgence et, le cas échéant, de mettre en œuvre des mesures d'amélioration. En 2023, 1 exercice d'urgence de premier niveau et 1 exercice d'urgence de second niveau ont été réalisés.

Les exercices d'urgence simulent des scénarios d'urgence ayant un impact potentiel sur les personnes, les biens

et l'environnement, par l'activation de l'équipe d'urgence et l'utilisation d'équipements et de moyens d'intervention d'urgence, en testant les flux de communication internes et externes avec les autorités compétentes.

Des activités préparatoires ont été menées en 2023 en vue d'obtenir la certification ISO 45001 pour le site de Côte d'Ivoire, prévue pour 2024.

0,24
TRIR (Total recordable injuries (taux d'accidents))

PRINCIPALES INITIATIVES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

ÉVALUATION DES COMPÉTENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Mise en œuvre de l'évaluation des compétences en matière de sécurité (SCA) afin d'évaluer les compétences liées à la sécurité et aux questions opérationnelles au moyen de questionnaires spécifiques basés sur le travail effectué, et d'identifier ainsi les domaines de sécurité potentiels qui pourraient nécessiter une formation spécifique afin de combler les lacunes en matière de savoir-faire et de renforcer la sécurité sur le lieu de travail.

ENGAGEMENT DU PERSONNEL EN FAVEUR DE LA SÉCURITÉ

Outil numérique, accessible via le portail MyEni, qui peut être utilisé pour effectuer un test afin d'évaluer l'Engagement HSE et planifier ensuite diverses activités (visites, réunions ou événements de communication HSE) et promouvoir des pratiques vertueuses telles que Stop Work Authority¹ et Safety Stand Down².

FOCUS HSE

La campagne 2023 HSE Focus a été mise en œuvre entre mai et juin pour sensibiliser les employés, les sous-traitants et les tiers aux questions relatives à la sécurité des processus, aux mesures de prévention, aux nouvelles initiatives en matière de sécurité et à la sauvegarde de l'environnement. En 2023, 739 personnes ont participé à l'initiative.

ENQUÊTE SUR LA SÉCURITÉ DES RESSOURCES NATURELLES (HSE)

L'enquête HSE sur la sécurité des ressources naturelles a été menée pour partager les expériences et les leçons apprises par le personnel d'Eni.

JOUER & APPRENDRE

Promotion d'une nouvelle plateforme de jeu qui permet aux employés d'améliorer leurs connaissances et leur sensibilisation aux Règles d'or de sécurité et aux principes fondamentaux de la sécurité des processus.



¹ Ce principe encourage un comportement consciencieux et vertueux pour assurer la protection de tous les travailleurs. Tout employé, quel que soit le site, est habilité à interrompre une activité lorsqu'il détecte un comportement ou une situation dangereuse.

² Principe organisationnel qui permet aux travailleurs d'interrompre leurs activités professionnelles pour discuter et examiner les questions de sécurité pertinentes à tout moment jugé approprié.

Santé

1 540

services de santé fournis

910

participants à des initiatives de promotion

98

salariés inclus dans les programmes de surveillance de la santé

Eni considère la santé, dans tous ses aspects physiques, mentaux et sociaux, comme un droit humain fondamental. Pour protéger et promouvoir le bien-être des travailleurs, des familles et des communautés et garantir une gestion adéquate des risques dans les environnements de travail, l'entreprise a mis au point un système de gestion de la santé qui comprend la médecine du travail et l'hygiène industrielle, l'assistance sanitaire et les urgences, la médecine des voyages, la promotion de la santé et la santé mondiale. Le système, intégré dans tous les domaines opérationnels, est soutenu par des prestataires de soins de santé qualifiés et des collabo-

rations avec des universités, des institutions et des centres de recherche. La santé, qui est au cœur de la stratégie et des modèles opérationnels de l'entreprise, contribue à la réalisation d'une transition énergétique « juste » pour les populations des zones géographiques où l'entreprise opère. Il est de plus en plus important d'étudier les nouveaux risques et opportunités liés à la santé dans le contexte de la transition énergétique afin de définir des domaines de recherche clés pour renforcer les systèmes de santé des travailleurs et de la société.

En 2023 en Côte d'Ivoire, des activités de protection de la santé des travailleurs ont été mises en œuvre en ce qui

concerne l'environnement de travail, les méthodes d'exécution des activités de travail et les facteurs de risques professionnels. Les services médicaux et les prestations ont été garantis aux employés d'Eni et à leurs familles. La surveillance des épidémies et des pandémies s'est poursuivie, de même que le renforcement des mesures de préparation et de réaction aux situations d'urgence.

En 2023, 1 574 services de santé ont été fournis aux employés, 910 ont participé à des initiatives de promotion de la santé et 98 employés ont été inclus dans des programmes de surveillance de la santé.

INITIATIVES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE BIEN-ÊTRE POUR LES EMPLOYÉS, LES FAMILLES ET LES COMMUNAUTÉS :

INFORMATION, COMMUNICATION ET SENSIBILISATION EN MATIÈRE DE SANTÉ

Communications internes sur des sujets de santé pertinents (tels que l'hypertension, l'obésité, la santé mentale) adressées à tous les employés, principalement à l'occasion des journées mondiales de la santé, pour un total de 10 communications en 2023.

OCTOBRE ROSE 2023 - MOIS DE SENSIBILISATION AU CANCER DU SEIN

Session d'information et de sensibilisation sur le cancer du sein pour les employées et distribution de gadgets à tous les employés.

PRÉVENTION DU PALUDISME

Fourniture de kits de diagnostic et de traitement du paludisme aux employés et à leurs familles, ainsi que de répulsifs contre les moustiques.

PROGRAMME D'ALIMENTATION SAIN

10 séances de sensibilisation et d'éducation sur les habitudes alimentaires et le mode de vie sains, dispensées par un nutritionniste à tous les employés (8 séances en face à face et 2 séances en ligne).

RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ LOCAL DANS LA RÉGION DU SUD-COMOÉ

Le projet vise à améliorer les soins de santé dans sept établissements de santé de la région du Sud-Comoé grâce à des interventions intégrées, notamment : la rénovation des infrastructures, l'accès à l'eau potable, la fourniture d'équipements médicaux et d'ambulances, des campagnes de vaccination, la formation du personnel de santé, le renforcement des services de suivi et de gestion, et la sensibilisation des communautés.

SANTÉ POUR TOUS : PROMOUVOIR L'ACCÈS À DES SERVICES DE SANTÉ DE QUALITÉ POUR LES POPULATIONS VULNÉRABLES EN CÔTE D'IVOIRE

L'objectif du projet est de soutenir 65 établissements de santé gérés par des organisations confessionnelles en formant le personnel médical, en réorganisant les processus d'approvisionnement et de gestion, en achetant des médicaments et en mettant directement en œuvre des améliorations structurelles dans 13 établissements de santé sélectionnés, notamment en ce qui concerne les services d'électricité et d'eau.

Focus

Partenariat avec l'OIT pour la sécurité et la santé au travail

Sécurité et santé au travail pour 150 000 petits exploitants agricoles au Kenya et en Côte d'Ivoire

En 2023, Eni a activé un partenariat public-privé vertueux avec l'Organisation internationale du travail (OIT) pour améliorer la sécurité et la santé au travail (SST) et l'accès aux mesures de protection sociale de la santé. Les bénéficiaires sont 150 000 petits exploitants agricoles travaillant dans des agro-industries au Kenya et en Côte d'Ivoire, où Eni développe des projets de matières premières agricoles pour produire de l'huile végétale destinée à alimenter les bioraffineries. L'OIT réalisera une évaluation qui identifiera les domaines potentiels d'amélioration et les recommandations visant à promouvoir davantage la sécurité et la santé au travail dans l'ensemble de la chaîne de valeur d'Eni. Les propriétaires d'exploitations agricoles, les travailleurs agricoles et leurs représentants seront aidés à sensibiliser et à améliorer les pratiques en matière de SST grâce à des activités de formation et à la mise en œuvre de mesures de prévention et d'atténuation des risques.

Le renforcement de la protection de la santé tout au long de la chaîne de production agroalimentaire est essentiel pour une chaîne d'approvisionnement qui valorise les droits de l'homme, pour le bien-être de tous ceux qui contribuent au système industriel. L'initiative a une durée de cinq ans et peut être étendue à d'autres pays.

Environnement

Pour Eni, la durabilité environnementale est un pilier fondamental qui va de pair avec la voie vers la neutralité carbone d'ici 2050. Une attention particulière est accordée à l'utilisation efficace des ressources naturelles, à la gestion correcte des déchets, à la protection de la biodiversité et des services et de l'écosystème, ainsi qu'à la promotion d'une approche visant à développer des processus circulaires.

Une évaluation de l'impact sur l'environnement, la société et la santé a été réalisée conformément aux réglementations locales et aux normes d'Eni qui régissent toutes les activités liées à l'environnement dans le cadre du projet Baleine.

Eni travaille actuellement à l'obtention

des certifications ISO 14000 pour le site en Côte d'Ivoire, qui devraient être obtenues fin 2024.

GESTION DES RESSOURCES EN EAU

Les prélèvements d'eau d'Eni en Côte d'Ivoire proviennent uniquement de l'eau de mer et s'élèvent, en 2023, à **4,59 Mm³**. L'eau est principalement utilisée pour le refroidissement des activités de production et pour la production d'eau douce destinée à la cuisson et à l'usage personnel dans les quartiers d'habitation. Afin de garantir la qualité de l'eau, une partie des eaux usées et des eaux de pluie est traitée sur place avant d'être rejetée,

tandis que les eaux usées telles que le lisier sont collectées dans des bennes et envoyées à terre par bateau, puis collectées par un entrepreneur local chargé du service de traitement des eaux usées.

GESTION DES DÉCHETS

En Côte d'Ivoire, les déchets de chantier sont principalement générés par les opérations de forage et les activités du FPSO. En 2023, environ **0,29 million** de tonnes de déchets ont été produits sur les sites de Côte d'Ivoire (environ 100 % provenant des activités de production et de construction), dont environ 28 % de déchets non dangereux et 72 % de déchets dangereux.

4,59 Mm³
prélèvements
d'eau, dont
environ 100 %
d'eau de mer

0,29
millions de
tonnes
de déchets
produits



Droits de l'Homme

Eni s'engage à prévenir les éventuels impacts négatifs sur les droits de l'Homme, des individus et des communautés d'accueil résultant de la mise en œuvre de projets industriels. Par conséquent, en 2018, Eni a adopté un modèle basé sur le risque pour classer les projets commerciaux des activités Upstream en fonction du risque potentiel pour les droits de l'homme ; ce modèle a été étendu en 2020 pour évaluer

les projets d'énergie renouvelable. Ces modèles ont permis d'analyser 100 % des nouveaux projets d'exploration et de développement Upstream, ainsi que des projets dans les nouvelles activités commerciales, telles que la culture de matières premières agricoles pour la production de biodiesel. Les projets les plus risqués font donc l'objet d'une analyse spécifique par le biais d'« études d'impact sur les droits de l'Homme »

(EIDH), qui comprennent également une analyse préliminaire du contexte local en ce qui concerne les droits de l'homme et l'engagement ultérieur des principaux détenteurs de droits. Les projets à risque moyen sont analysés au moyen de l'analyse des risques en matière de droits de l'homme (ARDH) - une méthodologie développée en 2021 - ou gérés en introduisant des mesures ad hoc pour atténuer les risques identifiés.

Focus

Plan d'action pour la gestion des terres de Baleine - Côte d'Ivoire

ACTIVITÉS : conformément au processus de Due Diligence d'Eni en matière de droits de l'Homme, la phase 1 du projet Baleine a été évaluée à l'aide du modèle de hiérarchisation des droits de l'Homme d'Eni, qui l'a classée comme présentant un risque « moyen », nécessitant ainsi l'adoption de mesures spécifiques pour prévenir et gérer les impacts négatifs potentiels sur les questions clés des droits de l'Homme, telles que le respect des droits des travailleurs par les travailleurs tiers, et les impacts négatifs potentiels sur les droits des communautés lors des processus de gestion des terres. Sur le premier aspect, des clauses spécifiques concernant les droits des travailleurs ont été incluses dans les contrats avec les principaux fournisseurs, tandis que sur le second, des considérations spécifiques pour les groupes vulnérables ont été incluses dans le plan d'action pour la gestion des terres. Le projet nécessitait l'élaboration d'un plan d'action pour la gestion des terres (PAGT) pour la construction d'un gazoduc de 90 km, posé sur le fond marin sur 80 km et sur terre sur 10 km jusqu'à l'usine de raccordement à Abidjan. Cette centrale joue un rôle crucial dans l'approvisionnement du marché de l'électricité en Côte d'Ivoire et plus largement dans la région. Le tracé du gazoduc a été installé entièrement sur le domaine public et une évaluation initiale des impacts potentiels de la construction a permis d'ajuster et d'optimiser le tracé, afin de minimiser l'impact sur la population. Par conséquent, le tracé du gazoduc ne traverse aucune propriété privée ni aucun bâtiment résidentiel, ce qui limite l'impact au déplacement économique lié à l'interférence temporaire causée par la construction du gazoduc.

Le processus de gestion des terres a impliqué le Bureau national d'études techniques et de développement (BNETD) et a été formulé conformément aux politiques d'Eni ainsi qu'à la norme de performance 5 de la Société Financière Internationale sur l'acquisition des terres et la relocalisation involontaire. Les personnes affectées par le projet (PAP) ont été identifiées par le biais d'un recensement de la population affectée, mené conformément aux meilleures pratiques internationales dans la zone du projet. Cet effort global a été facilité par la collaboration des autorités locales et des parties prenantes, telles que les maires, les chefs de quartier et les coopératives de pêcheurs, qui ont été consultées au préalable. Pendant les travaux, un engagement régulier avec les communautés a été garanti par la nomination d'agents de liaison communautaires présents sur le terrain et par la mise en place d'un mécanisme de réclamation spécifique au PAGT.

RÉSULTATS : l'analyse d'impact réalisée au cours du processus de gestion foncière a pris en compte les impacts à terre et en mer, ainsi que les activités formelles et informelles affectées par le projet. C'est notamment la première fois que les pêcheurs sont impliqués dans un processus de compensation en Côte d'Ivoire. En outre, l'évaluation a pris en compte l'ensemble de la chaîne de valeur de la pêche artisanale, y compris non seulement les pêcheurs, mais aussi les mareyeuses, les femmes chargées de nettoyer et de fumer le poisson sur le rivage avant qu'il ne soit livré sur le marché. Par conséquent, des mesures spécifiques ont été mises en œuvre pour aider les PAP vulnérables, notamment en leur offrant une formation à la gestion financière avant et après la réception de la compensation économique et en les aidant à rétablir leurs moyens de subsistance.

Deux méthodologies ont été adoptées pour déterminer la compensation pour les activités commerciales : pour les activités formelles, les revenus officiels certifiés ont été utilisés pour calculer le montant, tandis que pour les activités informelles, le calcul a été basé sur les revenus mensuels déclarés et d'autres données socio-économiques pertinentes. Les données ont ensuite été regroupées et normalisées par catégories d'activités commerciales et d'entreprises de même taille, et la moyenne de chaque catégorie d'entreprises a été prise comme référence pour calculer le montant dû aux PAP appartenant à cette catégorie. Les catégories ont été établies en fonction des biens/services fournis et de la taille de l'entreprise. Les critères et le processus de compensation ont été partagés, communiqués et formellement acceptés par les PAP avant la réception du paiement. 1619 PAP, parmi lesquelles des pêcheurs et des commerçants informels, ont été indemnisés et les résultats finaux du PAGT ont été partagés.

Anti-Corruption

LE PROGRAMME DE CONFORMITÉ ANTI-CORRUPTION

Eni a adopté le programme de conformité anti-corruption, un système de règles, de contrôles et de garanties organisationnelles pour la prévention des délits de corruption. Ce programme permet de lutter contre le phénomène du blanchiment d'argent dans les activités non financières, conformément aux dispositions anti-corruption en vigueur et aux conventions internationales (notamment la Convention des Nations unies contre la corruption, la loi sur les pratiques de corruption à l'étranger et la loi britannique sur la corruption). Le programme de conformité anticorruption a évolué en vue d'une amélioration continue, obtenant en 2017 la certification ISO 37001:2016 "Systèmes de gestion anticorruption", maintenue dans les années par des audits de surveillance et de re-certification. Le programme s'incarne dans les lignes directrices du système de gestion anti-corruption (MSG) et dans des instruments réglementaires détaillés qui fournissent le cadre permettant d'identifier les activités présentant un risque de corruption et de blanchiment d'argent. Ces instruments ont été adoptés par Eni Côte d'Ivoire.

GARANTIES ANTI-CORRUPTION CONTRE LES TIERS À RISQUE

Conformément aux instruments réglementaires anticorruption d'Eni, les tiers exposés à un risque de corruption sont

soumis à un contrôle préalable anticorruption, une collecte structurée d'informations visant à vérifier, selon une approche basée sur le risque, des aspects tels que la reconstitution de la structure de l'actionnariat, l'existence d'enquêtes ou de condamnations pour des délits pertinents, la présence d'agents publics et d'éventuels conflits d'intérêts, ainsi que l'adoption d'un programme de conformité anticorruption. La profondeur des vérifications dépend du type de transaction et de tiers, du pays de référence et des informations publiques disponibles. À cet égard, une unité spécialisée (Integrity Due Diligence Competence Center) a été créée au niveau du siège en 2023 dans le but (une fois qu'elle sera pleinement opérationnelle) d'effectuer = des contrôles de Due Diligence anticorruption sur les tiers potentiels à risque dans l'ensemble du groupe. L'unité est chargée de rationaliser, d'optimiser et de numériser les contrôles de conformité tout en laissant la responsabilité des processus de Due Diligence dans les lignes d'activité.

Contrôles de la chaîne d'approvisionnement

Le risque de corruption des fournisseurs potentiels est contrôlé par un processus de qualification qui évalue la capacité technique, la fiabilité économique et financière, le profil éthique et de réputation et, pour les cas à haut risque, l'adoption d'un programme de conformité anti-corruption. Les contrats comprennent des clauses d'intégrité commerciale qui incluent des droits d'audit pour Eni dans les cas à haut risque et des recours contractuels en cas

de violation des obligations de conformité, en plus du respect des principes du code d'éthique et du MSG anti-corruption. Les sous-traitants sont également soumis à des audits préalables pour s'assurer de leur fiabilité sur le plan de l'éthique et de la réputation, et leurs contrats, rédigés exclusivement par écrit, sont censés inclure des engagements de conformité équivalents à ceux du fournisseur principal.

FORMATION ANTI-CORRUPTION

Eni met en œuvre un programme de formation anti-corruption destiné aux employés par le biais de cours d'apprentissage en ligne et d'événements en classe, divisé en ateliers généraux et en formations spécifiques aux postes, portant sur les caractéristiques et les domaines professionnels présentant un risque moyen/élevé de corruption. Afin d'optimiser l'identification des bénéficiaires des différentes initiatives de formation, une méthodologie "basée sur le risque" a été définie pour la segmentation systématique du personnel d'Eni sur la base de facteurs de risque spécifiques, notamment le pays, la qualification et le domaine professionnel. Une méthodologie d'évaluation des risques basée sur des éléments spécifiques à chaque filiale a été définie pour déterminer les opportunités périodiques des programmes de formation. En 2023, les nouveaux cours d'apprentissage en ligne "Code d'éthique et de lutte contre la corruption" et le programme de conformité à la lutte contre la corruption ont été dispensés aux employés d'Eni Côte d'Ivoire.

En 2023,

124
employés
d'Eni Côte
d'Ivoire ont
participé à la
formation en
ligne "Code
d'éthique et
anti-corruption"

En 2023,

54
employés
d'Eni Côte
d'Ivoire ont
participé à
la formation
en ligne
"Programme
de conformité
anti-corruption"

Alliances pour le développement

Les alliances pour le développement durable, conformément à la stratégie de décarbonisation d'Eni et à l'Agenda 2030, contribuent à la création de valeur pour toutes les parties prenantes et soutiennent l'action d'Eni en faveur d'une transition juste, qui est axée sur les personnes et nécessite des changements technologiques, culturels, sociaux et économiques. Selon l'approche dite « Dual Flag », l'action d'Eni est basée sur un profond respect de l'individu, sur la connaissance des problèmes locaux et sur la volonté de travailler aux côtés des pays pour promouvoir le développement durable, notamment par le biais de partenariats avec des acteurs reconnus au niveau national et international.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT LOCAL : CINQ LIGNES D'ACTION

En décembre 2021, Eni a signé un protocole d'accord avec la République de Côte d'Ivoire, représentée par le ministère des mines, du pétrole et de l'énergie, afin de promouvoir le développement durable et la stratégie de décarbonisation d'Eni dans le pays.

En 2022, le programme de développement local (PDL) a été élaboré et les premiers projets ont été lancés.

Les cinq lignes d'action du programme de développement local sont les suivantes :

- **Droits de l'homme** : mesures spécifiques prises pour prévenir et gérer les incidences négatives potentielles, telles que le respect des droits de l'Homme par les travailleurs et les entrepreneurs

et les incidences sur les droits des communautés dans les processus de gestion des terres liés au projet Baleine, ainsi que les clauses relatives aux droits des travailleurs incluses dans les contrats des principaux fournisseurs et les mesures en faveur des groupes vulnérables incluses dans le plan de gestion des incidences;

- **Gestion des terres** : l'optimisation des incidences liées à l'installation du gazoduc pour le transport du gaz depuis le site offshore a permis d'éviter tout type de déplacement physique, en limitant les incidences aux seules activités économiques. Un plan d'action élaboré avec le soutien du Bureau national d'études techniques et de développement (BNETD) et formulé conformément aux politiques d'Eni et aux normes de performance de la Société financière internationale a été préparé pour gérer ces impacts. Le plan prévoit des actions pour évaluer les impacts sur la population locale et les communautés côtières et pour mettre en place des mesures de compensation et d'indemnisation appropriées. En 2022-2023, 1 619 personnes affectées par le projet avec l'interruption d'activités génératrices de revenus ont été indemnisées;
- **Contenu local** : la stratégie d'Eni en matière de contenu local est conforme à la législation nationale. En décembre 2021, un protocole d'accord a été signé avec l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny pour le développement conjoint d'activités de formation professionnelle pour la

population locale. Il a été suivi par deux accords spécifiques, lancés en 2022, pour un programme de formation technique destiné aux opérateurs et au personnel de maintenance pour la production offshore et pour la mise en œuvre de deux Masters Upstream et Downstream. En 2023, le modèle

- **d'évaluation du contenu local d'Eni** a été appliqué pour évaluer l'impact socio-économique des activités dans le pays, en quantifiant les effets directs, indirects et induits du développement de Baleine et en mettant en évidence les avantages économiques et sociaux;
- **Engagement des parties prenantes** : en 2022-2023, Eni a engagé les principales parties prenantes locales, y compris les institutions gouvernementales et les organismes de contrôle, la société civile, les centres de recherche et les instituts universitaires, les entrepreneurs, les fournisseurs, les partenaires commerciaux et les communautés locales avec les consultations publiques et les enquêtes requises par l'ESHIA afin d'analyser toutes les questions critiques. Les principales demandes qui ont émergé concernent le renforcement des services publics (par exemple, les écoles, les hôpitaux), le recrutement de la main-d'œuvre locale et l'atténuation des impacts négatifs potentiels sur les moyens de subsistance et l'environnement;
- **Projets de développement local** : les secteurs identifiés pour les interventions sont l'accès à l'énergie, l'éducation, la diversification économique et la santé communautaire.



Projets de développement local

ACCÈS À L'ÉNERGIE



Avec le Programme Cuisson Propre, Eni promeut la distribution de systèmes de cuisson améliorés dans les communautés les plus vulnérables de Côte d'Ivoire, avec un impact positif sur l'accès à l'énergie et sur le développement durable du pays (Pour plus d'informations ► « [Clean cooking program in Côte d'Ivoire](#) »).

ÉDUCATION



L'objectif est d'améliorer l'accès à l'éducation et de garantir un apprentissage de qualité pour les élèves de l'école primaire. Les bénéficiaires des activités menées dans le pays sont 20 écoles primaires et 2 écoles secondaires à Port-Bouët (district d'Abidjan) et dans la région du Sud-Comoé. Les interventions ont porté sur la rénovation complète de 8 écoles dans la commune de Port-Bouët et sur l'amélioration fonctionnelle de 12 autres écoles à Port-Bouët et dans la région du Sud-Comoé, avec de nouvelles installa-

tions sanitaires et le raccordement au réseau électrique. L'accès à l'électricité et à l'eau est désormais une réalité dans des installations qui étaient auparavant dépourvues de ces services essentiels. En outre, toutes les écoles ont été équipées de nouveaux bureaux, de bibliothèques mobiles, de livres et de matériel informatique, ainsi que d'articles de papeterie et d'hygiène en fonction des besoins des écoles. Le programme s'adresse à la fois aux élèves, qui reçoivent du nouveau matériel pédagogique et ont la possibilité de suivre des cours de rattrapage, ainsi qu'aux enseignants et aux familles. Les enseignants reçoivent une formation et des cours de renforcement des capacités, et les familles sont impliquées dans la promotion de l'éducation dans leurs communautés d'origine. Pour consolider les acquis, le projet vise également à renforcer les structures du ministère de l'éducation dans la région et à former des conseillers pédagogiques ministériels. Le projet vise à réduire le manque de compétences éducatives qui affecte un nombre

très important d'élèves en Côte d'Ivoire. À cela s'ajoutent la croissance démographique et l'introduction de la scolarité obligatoire, qui entraînent une augmentation des inscriptions et une surpopulation dans les établissements d'enseignement du pays.

Le « **Projet de formation professionnelle Pro-Jeunes** » est le résultat d'une collaboration tripartite avec le groupe Iveco et l'IRC qui s'appuie sur l'expérience antérieure des partenaires en matière de programmes de formation professionnelle. Ce projet permettra de recruter et de former 300 jeunes issus de communautés vulnérables du nord et du sud du pays, sujettes aux mouvements migratoires. Ces jeunes recevront des compétences pratiques et adaptées à la demande, qui leur permettront d'entrer avec succès sur le marché du travail dans les secteurs de l'énergie et de l'automobile. Le programme combine une formation théorique et pratique avec une expérience sur le terrain dans des entreprises privées et publiques leaders du secteur.

22 écoles
(20 primaires
et 2
secondaires)

13 027
étudiants
bénéficiaires

300
jeunes issus de
communautés
vulnérables
seront recrutés
et formés
dans le cadre
du projet de
formation
professionnelle
Pro-Jeunes



Interview


**LORENZO
MANZONI**

Représentant régional de
l'AVSI pour l'Afrique de l'Ouest


**KOAME
YANN TIAPO
GEORGETTE**

Enseignante à Vridi
Canal - Abidjan

”

**Quels sont les principaux défis à relever
dans le secteur de l'éducation en Côte d'Ivoire ?**

LM: En 2023, la Côte d'Ivoire a enregistré l'un des taux de croissance économique les plus rapides au monde. Le secteur de l'éducation est essentiel pour consolider cette tendance positive, mais il est soumis à des pressions dues à plusieurs facteurs. Entre 2012 et 2022, la population ivoirienne est passée de 22 à 28 millions d'habitants, dont 41 % de jeunes. Il s'agit d'un défi majeur qui est accentué par l'introduction de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, qui nécessite une mise à niveau significative des infrastructures. En outre, le manque de manuels, de matériel scolaire et de préparation des familles affecte le taux de scolarisation et le niveau d'éducation des élèves ivoiriens. C'est en réponse à cette situation que nous travaillons avec Eni pour stimuler le secteur de l'éducation.

”

**Quelles sont les principales réhabilitations effectuées
dans les écoles impliquées dans le projet ?**

LM: Les interventions comprenaient la réhabilitation complète de huit écoles, y compris la construction de terrains de sport, et l'amélioration fonctionnelle de 12 écoles, avec de nouvelles installations sanitaires et le raccordement au réseau électrique. L'accès à l'eau et à l'électricité est désormais une réalité dans des installations qui étaient auparavant dépourvues de ces services essentiels. En outre, toutes les écoles ont été équipées de nouveaux bureaux, de bibliothèques mobiles, de

livres et de matériel informatique, ainsi que d'articles de papeterie et d'hygiène en fonction des besoins des écoles.

”

Quel est le principal pilier du projet ?

LM: Le projet vise à renforcer le secteur de l'éducation dans le pays ; la réhabilitation des écoles n'est donc qu'une partie du projet. Nos programmes de sensibilisation jouent un rôle majeur au sein de l'initiative, car ils jettent les bases d'un véritable changement dans le système. Ils impliquent toutes les parties prenantes concernées, des enseignants aux familles et aux communautés, c'est-à-dire tous les acteurs engagés dans le processus d'éducation des enfants.

”

**Le projet promu par Eni et AVSI vise à améliorer
l'éducation en rénovant les écoles, en distribuant du
matériel pédagogique, en formant les enseignants et
en sensibilisant la communauté. Du point de vue des
bénéficiaires, quels ont été les principaux changements
depuis le début du projet ?**

KG: Les conditions étaient difficiles auparavant : la peinture était délavée, il n'y avait pas d'installations sportives et l'approvisionnement en eau était insuffisant. Nous n'avions même pas les livres nécessaires pour enseigner. Mais aujourd'hui, travailler est devenu un plaisir. Grâce aux dons, chaque classe dispose d'au moins 20 livres. Le toit a été réparé et des terrains de sport extérieurs ont été construits, où les enfants peuvent jouer et se réjouir de venir à l'école.



DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE



Le chômage des jeunes en Côte d'Ivoire est un problème important, c'est pourquoi Eni s'engage à développer des projets qui peuvent augmenter l'emploi et améliorer le marché du travail.

En juillet 2023, Eni Côte d'Ivoire a signé un accord pour mettre en œuvre des initiatives visant à créer des emplois décents, stables et durables qui contribuent à la diversification des activités économiques et au renforcement des capacités entrepreneuriales, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes.

L'« Ethical Fashion Initiative » (initiative mode éthique) est mise en œuvre en partenariat avec le International Trade Center, une agence conjointe des Nations unies et de l'Organisation mondiale du commerce. L'objectif est de créer un centre de

production textile à Abidjan afin d'orienter le développement d'une chaîne de valeur locale de la mode durable, en reproduisant le modèle mis en œuvre avec succès par l'ITC au Kenya, au Burkina Faso et dans d'autres pays. Le centre formera et emploiera 50 travailleurs locaux et activera un réseau de 100 artisans textiles reliant la production traditionnelle locale au marché des marques de mode internationales sous la gouvernance d'un système de Due Diligence en matière d'objectifs de développement durable.

SANTÉ COMMUNAUTAIRE



En mars 2023, Eni Côte d'Ivoire a signé deux accords de coopération avec des ONG internationales pour mettre en œuvre des projets de santé communautaire dans le pays, confirmant le dévouement

et l'engagement de l'entreprise à protéger la santé communautaire par le biais de programmes spécifiques visant à renforcer les systèmes de santé et les infrastructures locales.

Le premier projet, mis en œuvre en partenariat avec l'ONG CUAMM Doctors with Africa, améliore les services de santé, en particulier pour les groupes vulnérables tels que les femmes enceintes, les nouveau-nés et les enfants, en soutenant le système de santé local dans les zones mal desservies du pays. Le second projet, mis en œuvre en partenariat avec l'ONG IRC, cible 7 centres de santé publique et hôpitaux situés dans la région du Sud-Comoé, dans la zone d'influence de la phase 1 du projet Baleine, en réponse aux demandes reçues par les communautés locales lors des consultations publiques.

50
travailleurs
locaux qui
seront formés
et

100
artisans
textiles
participant
à l'Ethical
Fashion
Initiative





Étude de cas

Renforcement du système de santé local dans la région du Sud-Comoé (2023-2025)

OBJECTIF : le projet vise à mettre en œuvre des interventions intégrées dans sept établissements de santé de la région du Sud-Comoé, en mettant l'accent sur la rénovation des infrastructures, l'accès à l'eau potable, la fourniture d'équipements médicaux et d'ambulances, les campagnes de vaccination, la formation du personnel de santé, le renforcement des capacités des comités de gestion et la sensibilisation des communautés.

PROJET : en 2023, après une évaluation préliminaire, trois formations sanitaires ont été identifiées pour être réhabilitées (Djiminikoffikro, Ayenouan et Ono Salci). Les travaux de réhabilitation et d'infrastructure Water Sanitation Hygiene (WASH, eau assainissement hygiène) ont débuté en décembre 2023 et devraient s'achever à la fin du mois de mai 2024. La réparation des ambulances et le renforcement du système de référence ont commencé en octobre 2023. Des initiatives de formation du personnel ont été menées tout au long de l'année, couvrant les tâches essentielles en matière de santé maternelle et infantile, l'amélioration du suivi des décès maternels et périnataux, la planification et la budgétisation intégrées des interventions sanitaires et la gestion des établissements de santé. D'autres sessions de formation ont été organisées à l'intention des agents de santé communautaires, des dirigeants communautaires et des enseignants afin de renforcer leurs connaissances et leurs compétences en matière de pratiques WASH, en se concentrant en particulier sur l'hygiène et l'assainissement, la gestion des déchets, les pratiques d'hygiène menstruelle et la distribution de kits.

Les activités de sensibilisation se sont concentrées sur les meilleures pratiques en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène parmi les patients des centres de santé et les communautés, avec une cartographie des ménages pour diffuser des messages de santé et promouvoir la santé reproductive, la lutte contre les vecteurs et d'autres outils pour soutenir les familles.

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS : 33 506 personnes

Promouvoir l'accès à des services de santé de qualité pour les populations vulnérables en Côte d'Ivoire (2023-2026)

OBJECTIF : appuyer 65 structures sanitaires gérées par des organisations confessionnelles, coordonnées par « l'Union de Religieux/euses qui travaillent dans la Santé et le Social en Côte d'Ivoire » (URSSCI).

PROJET : le projet prévoit la formation du personnel médical, la réorganisation des processus d'approvisionnement et de gestion, l'achat de médicaments et la mise en œuvre d'améliorations structurelles dans 13 établissements de santé sélectionnés. Certaines des réhabilitations comprendront la mise en place de systèmes énergétiques et de services d'eau durables, tout en améliorant la résistance au changement climatique.

Les activités de formation ont débuté en 2023 par l'organisation de divers cours, notamment la première formation sur l'élaboration de projets et la mobilisation de ressources (septembre 2023), une formation pilote à la préparation aux catastrophes pour les professionnels de la santé (octobre et novembre 2023) et une formation à la gestion des services de santé (décembre 2023). Des travaux de réhabilitation ont été entamés dans deux établissements de santé.

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS : 198 000 personnes

112 nombre total de personnel de santé formé en 2023



36 nombre total de personnel de santé formé en 2023



Rapports et critères de performance

Le rapport local d'ENI sur le Développement Durable 2023 en Côte d'Ivoire s'inscrit dans le cadre du Compte-rendu de Développement Durable d'Eni, qui comprend la déclaration consolidée sur les informations non financières (INF) et le rapport d'Eni sur la durabilité, tous deux préparés conformément aux normes de la Global Reporting Initiative (GRI). En outre, ce système de rapports est complété par les informations fournies sur le site Internet de l'entreprise Eni, auquel il est fait référence pour une analyse plus approfondie des questions couvertes par le présent rapport. Le rapport local d'ENI sur le Développement Durable 2023 en Côte d'Ivoire a été pré-

paré pour fournir aux parties prenantes des informations claires et détaillées sur les questions de développement durable liées à la présence d'Eni et de ses filiales en Côte d'Ivoire.

L'importance externe des sujets découle du contexte dans lequel Eni opère et des demandes et intérêts reçus directement et indirectement par Eni de la part de diverses parties prenantes au cours de l'année de référence, évalués sur la base d'une analyse de la fréquence et de la pertinence, et ils fournissent une vue d'ensemble des investissements réalisés par Eni dans le pays.

Les données rapportées dans ce document représentent la partie des Indica-

teurs de Performance Clés rapportés au niveau du Groupe dans les INF et dans Eni pour 2023, sous réserve d'une assurance limitée de la part de la société indépendante désignée.

Les informations contenues dans ce document concernent les activités d'Eni en Côte d'Ivoire. En ce qui concerne les données quantitatives, un chiffre global est fourni, qui inclut toutes les lignes d'activité en Côte d'Ivoire.

- ▶ [Déclaration consolidée sur les informations non financières 2023](#)
- ▶ [Eni pour 2023 - Une transition juste](#)
- ▶ [Eni pour 2023 - Performances en matière de durabilité](#)

DONNÉES DE PRODUCTION^(a)

		2021	2022	2023
Pétrole en place (potentiel de Baleine)	(milliards de barils standard)	1.9	1.9	2,5
Gaz en place (potentiel de Baleine)	(milliards de pieds cubes standard)	2 900	2 900	3 300

(a) La production ayant débuté en août 2023, aucune production n'a été enregistrée pour 2021 et 2022, et les volumes en place sont donc restés constants. En 2023, la valeur déclarée reste pratiquement constante, puisque la production (d'août à décembre 2023) était d'environ 2,1 milliards de barils standard de pétrole et 2 milliards de pieds cubes standard de gaz.

NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI 2050

		2021	2022	2023 ^(a)
Émissions directes de GES	(millions de tonnes d'équivalent CO ₂)	-	-	0,24

(a) La production dans les champs Baleine a commencé en août 2023.

EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

Emploi

		2021	2022	2023
Effectifs au 31 décembre	(nombre)	3	61	135
Résident en Côte d'Ivoire ^(a)		1	8	54
Employés par genre		3	61	135
Hommes		3	54	106
Femmes		0	7	29
Employés par contrat		3	61	135
Permanent		3	56	98
Durée déterminée		0	5	37
Employés par catégorie professionnelle		3	61	135
Cadres dirigeants		1	1	2
Cadres moyens		1	24	52
Employés de bureau		1	36	81
Ouvriers		0	0	0
Employés par âge		3	61	135
Moins de 30 ans		1	2	16
30-50		0	48	101
Plus de 50		2	11	18

(a) Pour le calcul des résidents, le nombre d'employés locaux en Côte d'Ivoire est indiqué.

Formation

		2021	2022	2023
Heures de formation par type	(heures)	54	1 512	7 343
HSE et qualité		4	156	2 436
Langues et technologies de l'information		0	116	585
Conduite/Communication/Institutionnel		29	76	598
Professionnel - coupe transversale		21	680	1 575
Professionnel - technique/commercial		0	484	2 149
Dépenses de formation	(millions d'euros)	0,0004	0,081	0,149
Heures de formation sur la sécurité	(heures)	0	139	1 546

Santé

		2021 ^(a)	2022 ^(a)	2023
Salariés inclus dans les programmes de surveillance de la santé	(nombre)	-	-	98
Nombre de services de santé fournis		-	-	1 574
Nombre d'inscriptions à des initiatives de promotion de la santé		-	-	910
dont : par les employés		-	-	718
dont : par des entrepreneurs		-	-	105
dont : par les proches		-	-	87

(a) Les activités d'exploitation de la filiale étant récentes, les données antérieures à 2023 ne sont pas consolidées.

Sécurité

		2021	2022	2023
TRIR (taux d'accidents enregistrables)	(taux d'accidents enregistrables)/ heures travaillées x 1 000 000	0	0	0,24
Employés		0	0	0,00
Entrepreneurs		0	0	0,27
Taux d'accidents du travail ayant des conséquences graves (à l'exclusion des décès)	(Accidents du travail à haut risque/ heures travaillées) x 1 000 000	0	0	0
Employés		0	0	0
Entrepreneurs		0	0	0
Total des dépenses de sécurité et des investissements	(millions d'euros)	0	0	8
Heures de formation sur la sécurité	(heures)	-	139	1 546

Protection de l'eau

		2021	2022	2023
Total des prélèvements d'eau	(millions de m ³)	-	-	4,59
dont : eau de mer		-	-	4,59
dont : eau douce		-	-	0

Déchets

		2021	2022	2023
Total des déchets provenant des activités de production et de construction :	(millions de tonnes)	-	-	0,29
dont : non dangereux		-	-	0,08
dont : dangereux		-	-	0,21
Total des déchets provenant des activités d'assainissement :		-	-	0,29
dont : non dangereux		-	-	0,08
dont : dangereux		-	-	0,21

Certification des systèmes de gestion HSE

		2021	2022	2023
Total des certifications :	(nombre)	0	0	0
Certifications ISO 14001 ^(a)		0	0	0
Certifications EMAS		0	0	0
Certifications ISO 9001		0	0	0
Certifications OHSAS 18001/ISO 45001 ^(a)		0	0	0
Certifications ISO 50001		0	0	0
Certifications SA 8000		0	0	0

(a) Prévu pour 2024.

ALLIANCES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Investissements pour le développement local^(a)

		2021	2022	2023
Investissements pour le développement local	(millions d'euros)	1 775	8 481	14 528

(a) L'augmentation significative entre 2021 et 2022/2023 est due au démarrage du projet Baleine et au lancement progressif des initiatives connexes pour le territoire et les communautés. Les redevances contractuelles prévues par le contrat de partage de production (PSC) ont également augmenté entre 2021 et 2022/2023 en raison de l'achat de nouveaux blocs.

Redevances^(a)

		2021	2022	2023
Redevances pour les activités Upstream	(millions d'euros)	0	0	0

(a) Les redevances ne sont pas envisagées dans le contrat de partage de la production (PSC) actuellement en vigueur.



Eni SpA

Siège social

Piazzale Enrico Mattei, 1 - Rome - Italie

Capital social au 31 décembre 2023: € 4 005 358 876,00 entièrement libérés

Registre des Entreprises de Rome, code fiscal 00484960588

Représentation locale

Eni Côte d'Ivoire Ltd.

Immeuble Palm Towers, 8ème Etage,

Boulevard de Marseille, Marcory - Zone 4 Abidjan, Côte d'Ivoire

T. +225 2721590010

Contacts

eni.com

+39-0659821

800940924

segreteria.societaria.azionisti@eni.com

Bureau des relations avec les investisseurs

Piazza Ezio Vanoni, 1 - 20097 San Donato Milanese (Milan)

Tel. +39-0252051651 - Fax +39-0252031929

e-mail: investor.relations@eni.com

Présentation et supervision

K-Change - Rome

